

SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

[C – 2009/00846]

10 DECEMBRE 2009. — Circulaire ministérielle relative à la loi du 21 mars 2007 réglant l'installation et l'utilisation de caméras de surveillance, telle que modifiée par la loi du 12 novembre 2009

A Mesdames et Messieurs les Bourgmestres,

A Mesdames et Messieurs les Présidents des Collèges de police,

A Mesdames et Messieurs les Chefs de corps de la police locale,

A Monsieur le Commissaire général de la police fédérale,

Au Président de la Commission permanente de la police locale,

Pour information :

A Mesdames et Messieurs les Gouverneurs de Province,

A Monsieur le Gouverneur f.f. de l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale;

Madame, Monsieur le Bourgmestre,

Madame, Monsieur le Président,

Madame, Monsieur le Chef de corps,

Monsieur le Commissaire général,

Monsieur le Président,

Cette circulaire a pour but d'éclairer les autorités locales et les services de police sur les règles prévues par la loi du 21 mars 2007 réglant l'installation et l'utilisation des caméras de surveillance (ci-après « loi caméras ») depuis sa modification récente par la loi du 12 novembre 2009 et de leur donner des recommandations sur la manière dont ils doivent concrètement l'appliquer.

Il sera donc principalement question de la procédure d'avis en cas d'installation de caméras de surveillance fixes dans un lieu ouvert et de l'utilisation de caméras de surveillance mobiles par les services de police.

En outre, certains points concernent des notions qui, depuis l'entrée en vigueur de loi, posent certaines questions dans la pratique.

1. Définitions

1.1. Nuisances

La définition de la caméra de surveillance mentionne, depuis l'adoption de la loi caméras en 2007, les délits contre les personnes ou les biens, les nuisances au sens de l'article 135 de la nouvelle loi communale et le maintien de l'ordre public. Dans le reste du dispositif, il n'était pourtant plus question de nuisances, mais uniquement d'infractions, de dommages ou d'atteintes à l'ordre public. Un doute était donc permis quant à l'applicabilité de ces dispositions (relatives au visionnage en temps réel, à l'enregistrement et à la conservation des images) en cas de nuisances.

Pour combler cette lacune, le terme « nuisances » a donc été inséré dans le reste du dispositif, lors de la modification de la loi. Le doute a donc été levé quant à l'applicabilité des dispositions relatives au visionnage en temps réel, à l'enregistrement et la conservation des images, en cas de nuisances.

Toutefois, pour ne pas alourdir inutilement le texte des autres dispositions, il n'y est fait mention que du terme « nuisances ». Cela ne signifie pas que l'on vise toute nuisance quelconque. La définition légale des caméras parle de nuisances au sens de l'article 135 de la nouvelle loi communale. Par le terme « nuisances », on fait toujours référence aux nuisances dont il est question dans la définition de la caméra de surveillance, à l'article 2 de la loi, à savoir les nuisances au sens de l'article 135 de la nouvelle loi communale.

Le législateur a uniquement eu l'intention de viser les nuisances au sens de l'article 135 de la nouvelle loi communale, à savoir tous les dérangements publics pour lesquels les communes sont compétentes.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

[C – 2009/00846]

10 DECEMBER 2009. — Ministeriële omzendbrief betreffende de wet van 21 maart 2007 tot regeling van de plaatsing en het gebruik van bewakingscamera's, zoals gewijzigd door de wet van 12 november 2009

Aan de Dames en Heren Burgemeesters,

Aan de Dames en Heren Voorzitters van de Politiecolleges,

Aan de Dames en Heren Korpschefs van de lokale politie,

Aan de Heer Commissaris-generaal van de federale politie,

Aan de Heer Voorzitter van de Vaste commissie van de lokale politie,

Ter informatie :

Aan de Dames en Heren Provinciegouverneurs,

Aan de Heer wd. Gouverneur van het administratief arrondissement Brussel-Hoofdstad;

Mevrouw, Mijnheer de Burgemeester,

Mevrouw, Mijnheer de Voorzitter,

Mevrouw, Mijnheer de Korpschef,

Mijnheer de Commissaris-generaal,

Mijnheer de Voorzitter,

Doel van deze omzendbrief is om de lokale overheden en de politiediensten in te lichten over de regels voorzien in de wet van 21 maart 2007 tot regeling van de plaatsing en het gebruik van bewakingscamera's (hierna « camerawet » genoemd), sinds zijn recente wijziging door de wet van 12 november 2009, en om hen aanbevelingen te doen over hoe zij deze concreet moeten toepassen.

Er zal dus voornamelijk sprake zijn van de adviesprocedure in geval van plaatsing van vaste bewakingscamera's op een niet-besloten plaats en van het gebruik van mobiele bewakingscamera's door de politie-diensten.

Bovendien hebben bepaalde punten betrekking op de noties die, sinds de inwerkingtreding van de wet, bepaalde vragen oproepen in de praktijk.

1. Definities

1.1. Overlast

In de definitie van de bewakingscamera wordt, sinds het invoeren van de camerawet in 2007, melding gemaakt van misdrijven tegen personen of goederen, overlast in de zin van artikel 135 van de nieuwe gemeentewet en van de handhaving van de openbare orde. In de rest van het dispositief, werd er geen melding meer gemaakt van overlast, maar enkel van misdrijven, schade of ordeverstoring. Een onzekerheid was dus mogelijk inzake de toepasbaarheid van de desbetreffende bepalingen (die het bekijken in real time, het opnemen en het bijhouden van beelden regelen) ingeval van dergelijke overlast.

Om deze leemte op te vullen werd bij de wetwijziging de term « overlast » in de rest van het dispositief toegevoegd. Er bestaat dus geen twijfel meer over de toepasbaarheid van de bepalingen die het bekijken van de beelden in realtime, het opnemen en het bijhouden van de beelden regelen, in geval van overlast.

Om evenwel de tekst van de overige bepalingen niet onnodig te verzwaren, wordt er slechts melding gemaakt van de term « overlast ». Dit betekent niet dat men eender welke overlast beoogt. Met deze term wordt altijd verwezen naar de overlast zoals bedoeld in de definitie van de bewakingscamera, in artikel 2 van de wet : het betreft dus overlast in de zin van artikel 135 van de nieuwe gemeentewet.

De wetgever heeft uitsluitend de bedoeling gehad om te verwijzen naar overlast in de zin van artikel 135 van de nieuwe gemeentewet, namelijk alle openbare overlast waarvoor de gemeenten bevoegd zijn.

1.2. Caméras de surveillance fixes/mobiles

La loi définit comme étant une caméra de surveillance mobile celle qui est déplacée au cours de l'observation afin de filmer à partir de différents lieux ou positions. L'adjectif mobile ne qualifie donc que les caméras qui ne sont pas fixées à un endroit pendant le temps de la surveillance, mais que l'on déplace au cours de l'observation, tout en recueillant des images.

Toutes les autres caméras de surveillance sont donc, au sens de la loi caméras, des caméras de surveillance fixes.

Cela signifie que des caméras de surveillance installées provisoirement afin de filmer un lieu pendant quelques jours (par exemple lors d'un festival annuel), une ou plusieurs semaines, voire plusieurs mois, sont des caméras fixes : même si elles ont vocation à être déplacées, elles ne le sont pas pendant l'observation. Le déplacement n'a lieu qu'une fois la décision prise de ne plus y avoir recours dans ce lieu. Ces caméras sont provisoires mais elles sont fixes.

Par conséquent, dès le moment où la ou les caméras de surveillance filment à partir du même lieu ou de la même position (même si elles peuvent être orientées de différentes manières), toutes les obligations prévues pour les caméras de surveillance fixes doivent être respectées.

1.3. Entrée d'un lieu

La loi prévoit qu'à l'entrée de tout lieu filmé par une ou plusieurs caméras de surveillance fixes, le responsable du traitement doit apposer un pictogramme signalant l'existence de la surveillance par caméras. Elle n'impose donc pas d'apposer un pictogramme par caméra, ni d'en apposer un à proximité de la caméra.

Par contre, la loi ne contient pas de définition du terme « entrée » et de ce fait, lorsqu'il s'agit d'un lieu ouvert, la question de savoir où placer les pictogrammes peut se poser. L'on peut raisonnablement affirmer qu'en apposant un pictogramme aux principaux points d'accès au périmètre filmé, le responsable du traitement satisfait à son obligation.

Lorsqu'une surveillance par caméras est organisée dans une zone déterminée de la commune (un marché, un quartier), il suffit de signaler cette surveillance au moyen d'un pictogramme situé à l'entrée/aux entrées de cette zone. De même, lorsque la vidéosurveillance est organisée sur la totalité du territoire d'une commune, il n'est pas contraire à la loi de la signaler au moyen de pictogrammes installés sur les voies d'accès à la commune. Rien n'interdit toutefois dans ce cas de rappeler la présence de caméras à l'intérieur de la commune, en y apposant des pictogrammes dans les endroits importants de la commune ou, à l'opposé, dans les endroits où on s'attend moins à être filmé.

1.4. Proportionnalité des images

Pour les trois catégories de lieux, la loi caméras prévoit que le responsable du traitement « s'assure que la ou les caméras de surveillance ne sont pas dirigées spécifiquement vers un lieu pour lequel il ne traite pas lui-même les données ». Cette disposition rappelle en fait le principe de proportionnalité à respecter lors de tout traitement de données à caractère personnel et donc également au niveau des images filmées.

Le terme « spécifiquement » visait à ne pas empêcher le responsable du traitement de laisser apparaître sur les images une partie d'un lieu pour lequel il ne traite pas les données, dans la mesure où il est inévitable de faire autrement (par exemple, laisser apparaître une petite partie du trottoir lorsque l'on filme un bâtiment ou l'entrée de celui-ci). Mais cela signifie donc que, lorsque c'est le cas, cela doit être limité au strict minimum (pour les lieux fermés non accessibles au public, c'est même expressément prévu par le législateur). On peut donc en conclure que ce n'est pas parce qu'une petite partie du trottoir apparaît sur les images d'une caméra placée pour filmer un bâtiment ou l'entrée de celui-ci que le lieu filmé est un lieu ouvert.

1.2. Vaste / mobiele bewakingscamera's

De wet definieert als een mobiele bewakingscamera de bewakingscamera die tijdens de observatie verplaatst wordt teneinde vanaf verschillende plaatsen en posities te filmen. Het adjectief mobiel bepaalt dus slechts de camera's die niet op een plaats zijn vastgemaakt tijdens de bewakingstijd, maar die men tijdens de observatie verplaatst, terwijl de beelden worden verzameld.

Alle andere bewakingscamera's zijn dus, in de zin van de camerawet, vaste bewakingscamera's.

Dit betekent dat de bewakingscamera's die voorlopig geplaatst worden om een plaats te filmen tijdens enkele dagen (bijvoorbeeld tijdens een jaarlijks festival), één of meerdere weken, zelfs meerdere maanden, vaste camera's zijn : zelfs indien deze geschikt zijn om te worden verplaatst, gebeurt dit niet tijdens de observatie. De verplaatsing gebeurt slechts dan eens de beslissing genomen is om er geen beroep meer op te doen op deze plaats. Deze camera's zijn voorlopig, maar vast.

Bijgevolg moeten, vanaf het moment waarop de bewakingscamera(s) vanaf dezelfde plaats of dezelfde positie (zelfs indien deze op verschillende manieren kunnen worden gericht) film(t)(en), alle verplichtingen, die zijn voorzien voor de vaste bewakingscamera's, worden gerespecteerd.

1.3. Toegang tot een plaats

De wet voorziet dat bij de toegang van elke plaats die door één of meerdere vaste bewakingscamera's wordt gefilmd, de verantwoordelijke voor de verwerking een pictogram moet aanbrengen dat aangeeft dat er camerabewaking plaatsvindt. Zij legt dus niet op dat er per camera een pictogram moet worden geplaatst en ook niet dat er één in de nabijheid van de camera moet worden geplaatst.

De wet vermeldt daarentegen geen definitie van de term « toegang » en hierdoor, wanneer het een niet-besloten plaats betreft, kan de vraag gesteld worden waar de pictogrammen geplaatst moeten worden. Men kan redelijkerwijs aannemen dat de verantwoordelijke voor de verwerking, door een pictogram aan te brengen op de voornaamste toegangspunten in de gefilmde perimetre, aan zijn verplichting voldoet.

Zo ook volstaat het, wanneer er een camerabewaking wordt georganiseerd in een welbepaalde zone van de gemeente (een markt, een wijk), om deze bewaking aan te geven door middel van een pictogram die aan de ingang/aan de ingangen van deze zone wordt aangebracht. Wanneer het cameratoezicht op het gehele grondgebied van een gemeente wordt georganiseerd, is het niet strijdig met de wet dit aan te geven door middel van pictogrammen aangebracht op de toegangswegen naar de gemeente. Het blijft in dit geval evenwel mogelijk om te herinneren aan de aanwezigheid van camera's in de gemeente, door er pictogrammen aan te brengen op de belangrijke plaatsen van de gemeente of, daarentegen, op de plaatsen waar men minder verwacht gefilmd te worden.

1.4. Proportionaliteit van de beelden

Voor de drie plaatscategorieën voorziet de camerawet dat de verantwoordelijke voor de verwerking « erop toeziet dat de bewakingscamera of -camera's niet specifiek gericht worden op een plaats waarvoor hij niet zelf de gegevens verwerkt ». Deze bepaling wijst in feite op het proportionaliteitsbeginsel dat moet worden gerespecteerd bij elke verwerking van persoonsgegevens en dus ook op het vlak van de gefilmde beelden.

De term « specifiek » was bedoeld om de verantwoordelijke voor de verwerking niet te beletten om op de beelden een deel van een plaats te laten verschijnen voor dewelke hij de gegevens niet verwerkt, indien het niet anders kan (bijvoorbeeld een klein deel van het voetpad laten verschijnen wanneer men een gebouw of de ingang ervan filmt). Maar dat betekent dus dat, wanneer dit het geval is, dat tot het strikte minimum moet worden beperkt (voor de voor het publiek niet toegankelijke besloten plaatsen, is het zelfs uitdrukkelijk door de wetgever voorzien). Men kan hier dus uit afleiden dat het niet is omdat een klein deel van het voetpad verschijnt op de beelden van een camera die werd geplaatst om een gebouw of de ingang ervan te filmen, dat de gefilmde plaats een niet-besloten plaats is.

Pour les lieux ouverts, comme la loi le prévoit, il est possible de diriger la caméra de surveillance fixe vers un lieu pour lequel on ne traite pas les données, à condition d'obtenir l'accord exprès du responsable du traitement pour ce lieu. Cela vise par exemple l'hypothèse où l'autorité communale installe des caméras filmant une rue et où sur les images des caméras apparaissent l'entrée d'une habitation privée ou d'un café, ou de tout autre bâtiment dont la surveillance par caméras n'est pas du ressort de la commune. L'autorité communale, si elle ne veut pas masquer ces entrées sur les images, devra obtenir expressément l'accord des personnes responsables du traitement pour cette habitation ou ce café. Sans cet accord, le responsable du traitement est obligé, par des moyens techniques, de masquer ces parties sur les images. Pour une question de preuve, cet accord sera de préférence écrit.

2. Caméras de surveillance fixes dans les lieux ouverts - avis préalable et consultation du chef de corps

2.1. Introduction

Rappelons d'abord qu'en ce qui concerne les lieux ouverts, l'intention du législateur n'était pas de permettre à des particuliers ou des personnes privées de surveiller le domaine public. Le responsable du traitement sera donc la plupart du temps une autorité publique. Et lorsqu'il s'agit d'une commune, le responsable du traitement ne peut en tout cas pas être le conseil communal vu son rôle dans la procédure d'installation.

En effet, le responsable du traitement pour un lieu ouvert doit obtenir, préalablement à l'installation des caméras de surveillance, un avis positif du conseil communal de la commune où se situe le lieu. Le conseil communal ne peut donc pas être en même temps responsable du traitement.

Avant de rendre son avis, le conseil communal doit consulter le chef de corps de la zone de police où se situe le lieu. Quelle est la portée de cette consultation ? L'avis du conseil communal peut-il diverger de l'analyse du chef de corps ?

Il est à préciser, avant de répondre à ces questions, que le responsable du traitement, lorsqu'il introduit sa demande d'avis, doit, afin de permettre aux instances consultées de rendre un avis éclairé, fournir certaines informations.

Ces informations sont les suivantes (il s'agit en fait, pour la plupart, de celles qui seront transmises par le responsable du traitement lors de la déclaration de l'installation de caméras de surveillance à la Commission de la Protection de la Vie privée) :

- l'indication du responsable du traitement;
- la dénomination du traitement (banque de données);
- la finalité du traitement (à savoir la surveillance et le contrôle) et les catégories de données traitées (à savoir des enregistrements d'images);
- la base légale ou réglementaire;
- l'emplacement des caméras de surveillance et le périmètre de la zone surveillée (et éventuellement les images d'une démo effectuée sur place);
- les destinataires;
- les délais de conservation;
- les mesures de sécurité;
- la manière de prise de connaissance de la surveillance par les intéressés;
- le point de contact pour le droit d'accès aux images;
- la personne de contact pour les demandes d'information.

Il va également mentionner les réponses aux deux questions suivantes :

- quels sont les problèmes de sécurité à la base de la décision d'installer des caméras de surveillance ?
- En quoi la vidéosurveillance est-elle un outil adapté pour y répondre ?

Zoals de wet het voorziet, is het voor de niet-besloten plaatsen mogelijk om de vaste bewakingscamera te richten op een plaats waarvoor hij niet zelf de gegevens verwerkt, mits hij daarvoor expliciet de toestemming heeft van de verantwoordelijke voor de verwerking van de betrokken plaats. Dit heeft bijvoorbeeld betrekking op het geval waarin de gemeentelijke overheid camera's installeert die een straat filmen en dat op de beelden van de camera's de ingang verschijnt van een privé-woning of van een café, of van elk ander gebouw waarvan de camerabewaking niet onder de bevoegdheid van de gemeente valt. De gemeentelijke overheid zal, indien zij deze ingangen niet wil verbergen op de beelden, het uitdrukkelijk akkoord moeten krijgen van de verantwoordelijke personen voor de verwerking voor deze woning of dit café. Zonder dit akkoord is de verantwoordelijke voor de verwerking verplicht om, door middel van technische middelen, deze delen op de beelden te verbergen. Om een bewijs te hebben, zal dit akkoord bij voorkeur schriftelijk moeten zijn.

2. Vaste bewakingscamera's op de niet-besloten plaatsen - voorafgaand advies en raadpleging van de korpschef

2.1. Inleiding

Wij wijzen er in eerste instantie op dat de wetgever, voor de niet-besloten plaatsen, niet de bedoeling had om particulieren of privé-persoonen de mogelijkheid te geven het openbare domein te bewaken. De verantwoordelijke voor de verwerking zal dus meestal een openbare overheid zijn. En wanneer het een gemeente betreft, dan kan de verantwoordelijke voor de verwerking in ieder geval niet de gemeenteraad zijn, gelet op zijn rol in de procedure tot plaatsing.

De verantwoordelijke voor de verwerking voor een niet-besloten plaats moet, voorafgaand aan de plaatsing van de bewakingscamera's, een positief advies krijgen van de gemeenteraad van de gemeente waar de plaats zich bevindt. De gemeenteraad kan dus niet tegelijkertijd verantwoordelijke voor de verwerking zijn.

De gemeenteraad moet de korpschef van de politiezone, waar de plaats zich bevindt, raadplegen vooraleer haar advies te formuleren. Welke is de draagwijdte van deze raadpleging ? Kan het advies van de gemeenteraad afwijken van de analyse van de korpschef ?

Vooraleer een antwoord te bieden op deze vragen, moet er op gewezen worden dat de verantwoordelijke voor de verwerking, bij het indienen van zijn adviesaanvraag, bepaalde inlichtingen moet bezorgen om de geraadpleegde instanties de mogelijkheid te geven een duidelijk advies te formuleren.

Deze inlichtingen zijn de volgende (het betreft in feite grotendeels de inlichtingen die door de verantwoordelijke voor de verwerking bij de aangifte van de plaatsing van bewakingscamera's toegestuurd worden aan de Commissie voor de Bescherming van de Persoonlijke Levenssfeer) :

- de vermelding van de verantwoordelijke voor de verwerking;
- de benaming van de verwerking (databank);
- de finaliteit van de verwerking (met name het toezicht en de bewaking) en de categorieën van verwerkte gegevens (met name het opnemen van beelden);
- de wettelijke of reglementaire basis;
- de plaatsing van de bewakingscamera's en de perimeter van de bewaakte zone (en eventueel de beelden van een demo uitgevoerd ter plaatse);
- de ontvangers;
- de bewaartermijnen;
- de veiligheidsmaatregelen;
- de manier van kennisname van de bewaking door de betrokkenen;
- het contactpunt voor het recht van toegang op de beelden;
- de contactpersoon voor de informatieaanvragen.

Hij gaat eveneens de antwoorden geven op de volgende twee vragen :

- welke zijn de veiligheidsproblemen die aan de basis liggen van de beslissing om bewakingscamera's te plaatsen?
- Waarin is camerabewaking een gepast instrument om hierop te antwoorden ?

2.2. La consultation du chef de corps

Le chef de corps est consulté afin de donner au conseil communal un avis portant sur l'ampleur et le type de criminalité et de délinquance dans le lieu ouvert concerné.

En tenant compte des informations qui lui auront été transmises et de sa connaissance de la zone qu'il dirige (connaissance de terrain, statistiques policières, priorités du Plan zonal de sécurité), le chef de corps doit se prononcer sur le point de savoir si selon lui, il existe ou non suffisamment d'éléments qui confirment l'existence, dans le lieu ouvert visé, de problèmes de sécurité ou d'un sentiment d'insécurité, entraînant des risques que des faits que l'on peut prévenir, constater ou déceler au moyen de caméras de surveillance s'y produisent.

Il va également, en confrontant les objectifs visés par le projet de vidéosurveillance et la politique policière locale, vérifier si des mesures complémentaires ou des conditions particulières ne devraient pas être associées à l'utilisation des caméras, pour plus d'efficacité. L'on pense notamment à une capacité d'intervention ciblée au sein de la zone surveillée. En effet, l'installation de caméras de surveillance dans des lieux ouverts sans suivi policier efficace pourrait n'apporter aucun résultat tangible.

Selon qu'il estime que ces éléments sont suffisants ou non, son analyse sera favorable ou défavorable sur la nécessité (et/ou l'opportunité) d'installer des caméras de surveillance dans le lieu visé.

Le chef de corps transmet ensuite son analyse au conseil communal.

2.3. L'avis du conseil communal

En se basant sur les informations transmises par le responsable du traitement et sur l'analyse du chef de corps, le conseil communal va rendre son avis. Cet avis doit dans tous les cas être motivé.

S'il suit l'analyse du chef de corps, il pourra être motivé par les éléments repris dans celle-ci.

Si, par contre, le conseil communal décide de s'écarter de l'analyse du chef de corps et de rendre un avis positif sur l'utilisation de caméras alors que ce dernier était défavorable au projet, le conseil communal devra motiver son avis de manière plus circonstanciée. Il en est de même en cas d'avis négatif du conseil communal alors que l'analyse du chef de corps était favorable au projet de vidéosurveillance.

2.4. Avis du conseil communal en cas de caméras de surveillance fixes provisoires

Il arrive que des caméras de surveillance fixes soient installées provisoirement par les communes ou les zones de police afin de faire face à des problèmes ponctuels de sécurité. Ces caméras sont ensuite déplacées afin de suivre les déplacements du phénomène visé (par exemple, occupation de terrains publics pas les gens de voyage, rassemblement de jeunes sur la voie publique ou encore dépôt d'immondices). Il se peut donc que ces caméras soient déplacées toutes les deux semaines. Dans de telles conditions, il apparaît clairement difficile, voire impossible, d'obtenir préalablement l'avis positif du conseil communal avant chaque déplacement de la ou des caméras concernées.

La loi ne l'interdisant pas, nous recommandons, dans de telles conditions, de demander un avis positif au conseil communal pour installer, sur un périmètre assez large, ou même sur tout le territoire de la commune, des caméras de surveillance fixes provisoires, afin de lutter contre un phénomène clairement déterminé et de le suivre de manière efficace.

Le chef de corps fera part, dans son analyse, des éléments connus concernant le phénomène visé sur tout le territoire de la commune. Le conseil communal, de son côté, donnera son avis par rapport à l'installation de caméras provisoires, afin de lutter contre ce phénomène prédéterminé, dans des lieux qui seront choisis en fonction des déplacements de ce phénomène. Cet avis pourra éventuellement prévoir une période limitée d'utilisation.

Les pictogrammes signalant l'existence des caméras devront bien entendu être déplacés en fonction des modifications du périmètre surveillé et la déclaration à la Commission de la protection de la vie privée, mise à jour.

2.2. De raadpleging van de korpschef

De korpschef wordt geraadpleegd om aan de gemeenteraad een advies te verstrekken over de draagwijdte en het type van criminaliteit en delinquentie op de betrokken niet-besloten plaats.

Rekening houdend met de inlichtingen die hem worden toegestuurd en met zijn kennis van de zone waarover hij de leiding heeft (terreinkennis, politiestatistiek, prioriteiten van het Zonaal Veiligheidsplan), moet de korpschef zich uitspreken over het feit of er volgens hem, al dan niet voldoende elementen bestaan die bevestigen dat, op de bedoelde niet-besloten plaats, veiligheidsproblemen bestaan of een onveiligheidsgevoel aanwezig is, met het risico dat er dan ook feiten kunnen plaatsvinden die men kan voorkomen, vaststellen of opsporen door middel van bewakingscamera's.

Door de doelstellingen, die met het cameraproject worden beoogd, en het lokaal politieel beleid met elkaar in verband te brengen, zal hij tevens nagaan of er voor een doeltreffender cameragebruik geen bijkomende maatregelen of bijzondere voorwaarden hieraan moeten gekoppeld worden. Men kan denken aan een gerichte interventiecapaciteit binnen de bewaakte zone. De plaatsing van bewakingscamera's op de niet-besloten plaatsen zonder efficiënte politieone opvolging, zou immers geen enkel tastbaar resultaat opleveren.

Al naargelang hij vindt dat deze elementen al dan niet toereikend zijn, zal zijn analyse gunstig of ongunstig zijn met betrekking tot de nood (en/of de opportuniteit) om bewakingscamera's op de bedoelde plaats te installeren.

De korpschef stuurt vervolgens zijn analyse door naar de gemeenteraad.

2.3. Het advies van de gemeenteraad

De gemeenteraad zal zijn advies uitbrengen op basis van de informatie bezorgd door de verantwoordelijke voor de verwerking en de analyse van de korpschef. Dit advies moet in alle gevallen gemotiveerd worden.

Indien zij de analyse van de korpschef volgt, dan kan de motivering steunen op de elementen opgenomen in de analyse van de korpschef.

Indien de gemeenteraad daarentegen beslist om, ondanks de ongunstige analyse van de korpschef toch een positief advies uit te brengen voor het cameragebruik dan zal de gemeenteraad zijn advies uitvoeriger moeten motiveren. Hetzelfde geldt bij een negatief advies van de gemeenteraad, terwijl de analyse van de korpschef voor het project camerabewaking gunstig was.

2.4. Advies van de gemeenteraad ingeval van voorlopige vaste bewakingscamera's

Het gebeurt dat de gemeenten of de politiezones voorlopig vaste bewakingscamera's plaatsen om het hoofd te bieden aan gerichte veiligheidsproblemen. Deze camera's worden vervolgens verplaatst om de verplaatsingen van het beoogde fenomeen te volgen (bijvoorbeeld bezetting van openbare terreinen door zigeuners, samenscholingen van jongeren op de openbare weg of nog sluikstorten). Het is dus mogelijk dat deze camera's alle twee weken worden verplaatst. In dergelijke omstandigheden, lijkt het duidelijk moeilijk en zelfs onmogelijk om voorafgaand het positief advies te krijgen van de gemeenteraad voor elke verplaatsing van de desbetreffende camera(s).

Aangezien de wet het niet verbiedt, raden wij in dergelijke omstandigheden aan om een positief advies te vragen aan de gemeenteraad om, in een perimeter die groot genoeg is, of zelfs op het hele grondgebied van de gemeente, voorlopige vaste bewakingscamera's te installeren om een welbepaald fenomeen te bestrijden en het doeltreffend op te volgen.

De korpschef zal in zijn analyse de elementen meedelen die bekend zijn betreffende het beoogde fenomeen op het hele grondgebied van de gemeente. De gemeenteraad zal op haar beurt advies geven met betrekking tot het plaatsen van voorlopige camera's om dit vooraf bepaalde fenomeen te bestrijden, op de plaatsen die zullen gekozen worden op grond van de verplaatsingen van dit fenomeen. Dit advies zal eventueel een beperkte gebruikperiode kunnen voorzien.

De pictogrammen die het bestaan aangeven van camera's zullen natuurlijk moeten worden verplaatst op grond van de wijzigingen van de bewaakte perimeter en de aangifte aan de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer dient gewijzigd te worden.

3. Utilisation de caméras de surveillance mobiles

3.1. Information du bourgmestre

Dans les cas où c'est à l'officier de police administrative que revient la décision de recourir à des caméras mobiles, il doit en informer le bourgmestre.

Lorsqu'il s'agit de l'utilisation de caméras mobiles dans un lieu ouvert, cette information doit avoir lieu dans les plus brefs délais et en tout cas, avant la mise en œuvre du dispositif de vidéosurveillance mobile.

Lorsqu'il s'agit d'un lieu fermé accessible au public, cette information doit se faire sur le champ (pour ce type de lieux, l'officier de police administrative n'a la compétence de décider de l'utilisation de ce genre de caméras que dans les cas d'extrême urgence).

Cette information peut se faire par fax ou courrier électronique et, dans les cas d'extrême urgence, par téléphone. Il importe donc que les services de police disposent de numéros de téléphone, numéros de fax et adresses électroniques permettant de joindre rapidement le ou les bourgmestres concernés. De cette manière, l'information pourra être transmise rapidement et de manière certaine.

3.2. Extrême urgence (article 7/2, § 2, alinéa 3)

Dans les cas d'extrême urgence uniquement, l'officier de police administrative peut décider seul d'utiliser des caméras de surveillance mobiles dans un lieu fermé accessible au public.

Qu'entend-t-on par « cas d'extrême urgence » ? L'on vise par là des cas où un grand rassemblement nécessitant une intervention immédiate des services de police a lieu de manière imprévue dans un lieu fermé accessible au public (par exemple, lorsque les services de police n'ont pas pu avoir au préalable connaissance de leur organisation ou du lieu de celle-ci, un attroupement ou un rassemblement d'un groupement extrémiste ou encore un rassemblement de motards dans un zoning) et que l'utilisation de caméras de surveillance mobiles est requise. Si, dans ces cas, il n'est pas possible d'attendre la décision du bourgmestre, l'officier de police administrative qui dirige les opérations peut décider lui-même d'y recourir. Il doit toutefois téléphoner directement au bourgmestre pour l'en informer.

Il doit s'agir de cas exceptionnels et l'utilisation de caméras mobiles devant se faire de manière ciblée et efficace, elle doit être motivée.

3.3. Utilisation ciblée et efficace - Principes de respect de la vie privée

L'objectif du législateur n'est pas de permettre aux services de police d'utiliser des caméras de surveillance mobiles en toutes occasions. La loi elle-même a déjà prévu certaines restrictions : il ne peut être question d'utiliser ce genre de dispositif que dans le cadre de grands rassemblements (au sens de l'article 22 de la loi sur la fonction de police) et pour des missions non permanentes, dont la durée d'exécution est limitée. L'on vise donc notamment les manifestations, les grands concerts, les matchs de football,...

En outre, la loi précise que l'officier de police administrative qui assure la responsabilité opérationnelle veille à une utilisation ciblée et efficace des caméras mobiles et à sa conformité avec les principes définis dans la loi du 8 décembre 1992 (ci-après « loi vie privée »). Il s'agit des principes de finalité, de proportionnalité, d'efficacité et de subsidiarité.

Principe de finalité

Les caméras de surveillance doivent être utilisées pour des finalités déterminées. Dans le cadre de la loi caméras, les caméras de surveillance sont utilisées dans un but de surveillance et de contrôle afin de prévenir, constater ou déceler des infractions contre les personnes ou les biens, ou les nuisances au sens de l'article 135 de la nouvelle loi communale ou encore de maintenir ou de rétablir l'ordre public. Ces finalités doivent être déterminées dès le départ et, par la suite, les images ne pourront être traitées que pour ces finalités déterminées.

En outre, en ce qui concerne les caméras de surveillance mobiles, la loi insiste sur l'aspect préventif de leur utilisation, étant donné que l'on vise principalement des missions de police administrative.

Principes de subsidiarité et d'efficacité

L'utilisation de caméras de surveillance mobiles est un moyen subsidiaire, auquel il ne faut recourir que lorsque les autres moyens ne suffisent pas pour atteindre les objectifs recherchés. En outre, si l'on décide d'y recourir, cela doit être un moyen efficace, permettant objectivement d'atteindre les finalités visées par le traitement. Le législateur a mis l'accent sur ce principe en mentionnant expressément que l'officier de police administrative doit veiller à une utilisation efficace des caméras.

3. Gebruik van mobiele bewakingscamera's

3.1. Informatie van de burgemeester

In de gevallen dat de officier van bestuurlijke politie de beslissing mag nemen om mobiele camera's te gebruiken moet hij de burgemeester hierover op de hoogte brengen.

Wanneer het gaat om het gebruik van mobiele camera's op een niet-besloten plaats, moet deze kennisgeving zo spoedig mogelijk gebeuren en in ieder geval, voor de uitvoering van de mobiele camerabewaking.

Wanneer het een voor het publiek toegankelijke besloten plaats betreft, moet deze kennisgeving onmiddellijk gebeuren (voor dit type van plaatsen heeft de officier van bestuurlijke politie slechts de bevoegdheid om te beslissen over het gebruik van mobiele camera's in uiterst hoogdringende gevallen).

Deze kennisgeving kan gebeuren per fax of per e-mail en, in uiterst hoogdringende gevallen, telefonisch. Het is dus belangrijk dat de politiediensten beschikken over telefoonnummers, faxnummers en e-mailadressen waarmee ze de desbetreffende burgemeester(s) snel kunnen bereiken. Op die manier zal de kennisgeving snel en met zekerheid kunnen gebeuren.

3.2. Uiterste hoogdringendheid (artikel 7/2, § 2, derde lid)

Op een voor het publiek toegankelijke besloten plaats kan de officier van bestuurlijke politie enkel bij uiterste hoogdringendheid zelf beslissen om mobiele bewakingscamera's te gebruiken.

Wat verstaat men onder « uiterste hoogdringendheid » ? Men bedoelt hiermee een onvoorziene volkstoeloop op een voor het publiek toegankelijke besloten plaats die een onmiddellijk optreden van de politiediensten vereist (bijvoorbeeld wanneer de politiediensten niet op voorhand kennis hebben gekregen van de organisatie of de plaats ervan, een samenscholing of bijeenkomst van een extremistische groepering of nog een bijeenkomst van motorfanaten in een zone) en waarbij het gebruik van mobiele bewakingscamera's aangewezen is. Indien het in deze gevallen niet mogelijk is om te wachten op de beslissing van de burgemeester kan de officier van bestuurlijke politie die de operaties leidt, zelf beslissen om er een beroep op te doen. Hij moet evenwel onmiddellijk telefonisch contact opnemen met de burgemeester om deze hierover te informeren.

Het moet gaan om uitzonderlijke gevallen en aangezien het gebruik van mobiele camera's doelmatig en efficiënt moet zijn, moet dit ook worden gemotiveerd.

3.3. Doelmatig en efficiënt gebruik - Principes van het respect voor de persoonlijke levenssfeer

Het is niet de bedoeling van de wetgever dat de politiediensten in alle omstandigheden mobiele bewakingscamera's kunnen gebruiken. De wet zelf voorziet beperkingen : mobiel cameragebruik kan uitsluitend in het kader van grote volkstoelopen (in de zin van artikel 22 van de wet op het politieambt) en voor niet-permanente opdrachten die tevens in uitvoeringstijd beperkt zijn. Men beoogt met name manifestaties, grote concerten, voetbalwedstrijden,...

Daarnaast vermeldt de wet dat de officier van bestuurlijke politie die de operationele verantwoordelijkheid draagt erop toeziet dat het gebruik van de mobiele camera's doelmatig en efficiënt is en in overeenstemming met de in de wet van 8 december 1992 bepaalde beginselen (hierna « privacywet » genoemd). Het zijn de beginselen van subsidiariteit, proportionaliteit, doelmatigheid en finaliteit.

Finaliteitsbeginsel

De bewakingscamera's moeten worden gebruikt voor welbepaalde finaliteiten. In het kader van de camerawet worden bewakingscamera's gebruikt met het oog op het toezicht en de controle om inbreuken tegen personen of goederen, of overlast in de zin van artikel 135 van de nieuwe gemeentewet te voorkomen, vast te stellen of op te sporen of om de openbare orde te handhaven of te herstellen. Deze finaliteiten moeten vanaf het begin worden vastgelegd en vervolgens zullen de beelden slechts voor deze welbepaalde finaliteiten kunnen worden verwerkt.

Wat bovendien de mobiele bewakingscamera's betreft, benadrukt de wet het preventieve aspect van het gebruik ervan, gezien men hoofdzakelijk opdrachten van bestuurlijke politie beoogt.

Beginselen subsidiariteit en doelmatigheid

Het gebruik van mobiele bewakingscamera's is een subsidiair middel, waarop men uitsluitend een beroep doet wanneer de andere middelen niet volstaan om de nagestreefde doelstellingen te bereiken. Indien men bovendien beslist om er een beroep op te doen, dan moet dat een efficiënt middel zijn, dat het mogelijk maakt om objectief de door de verwerking beoogde finaliteiten te bereiken. De wetgever heeft de nadruk gelegd op dit principe door uitdrukkelijk te vermelden dat de officier van bestuurlijke politie moet toezien op een efficiënt gebruik van de camera's.

Principe de proportionnalité

Ce principe englobe les principes susmentionnés de subsidiarité et d'efficacité mais signifie également que l'on doit faire la balance entre la nécessité d'utiliser des caméras lors de l'opération et le respect de la vie privée des personnes filmées. Il faut respecter un rapport de proportionnalité avec les objectifs poursuivis et ne pas filmer plus qu'il n'est nécessaire pour y arriver.

La proportionnalité doit aussi être respectée au niveau des images traitées : il ne faut pas prendre d'images superflues ni viser des lieux pour lesquels on n'est pas responsable du traitement.

C'est en respectant ce principe que l'officier de police administrative veillera à l'utilisation ciblée de caméras de surveillance mobile.

→ C'est au regard de ces différents principes que l'officier de police administrative (ou, le cas échéant, le bourgmestre) décidera de recourir aux caméras mobiles et les utilisera.

3.4. Notification à la Commission de la protection de la vie privée

Lorsque la décision est prise de recourir à des caméras de surveillance mobiles, la loi prévoit que l'officier de police administrative notifie cette décision à la Commission de la protection de la vie privée (ci-après CPVP). Cette notification doit avoir lieu au plus tard la veille du jour du grand rassemblement qui sera vidéo surveillé, sauf en cas d'urgence où elle doit intervenir au plus tard dans les sept jours du grand rassemblement.

Dans son avis du 2 septembre 2009, la CPVP recommandait de prévoir pour ce type de notification, un formulaire ad hoc, qui lui serait transmis de manière électronique afin d'être intégré à une banque de données non publique (contrairement aux autres déclarations qui sont publiées dans le registre public tenu par la CPVP).

La notification devra contenir les éléments suivants :

- identification de la personne qui a décidé d'utiliser des caméras de surveillance mobiles (bourgmestre ou officier de police administrative)
- identification du responsable au niveau opérationnel (service et personne)
- identification du grand rassemblement surveillé par caméras (localisation, catégorie de lieu, nature du rassemblement, date)
- informations sur l'utilisation des caméras :
 - visionnage et enregistrement des images
 - conservation des images
 - motivation de l'utilisation de caméras mobiles
 - description quant à l'utilisation ciblée et efficace et la conformité aux principes de la loi vie privée.

Le responsable opérationnel est l'officier de police administrative qui décide de l'utilisation des caméras de surveillance mobiles (ou, le cas échéant, qui applique la décision du bourgmestre). Même si, dans la suite de l'opération, un autre officier de police administrative prend le relais, seul le nom du premier (celui qui est à la base de la décision d'utiliser ces caméras) doit être renseigné dans la notification.

Pour éviter des charges administratives trop lourdes, on a prévu la possibilité de n'introduire qu'une seule notification pour plusieurs utilisations de caméras mobiles lorsqu'il s'agit de plusieurs rassemblements dans un même lieu, ayant la même nature et la même dénomination et pour lesquels un même responsable opérationnel utilise toujours des caméras de surveillance mobiles de la même façon. On vise notamment l'utilisation de caméras mobiles par les équipes de preuve lors des matches de football, pour tous les matches ayant lieu à domicile, au cours d'une même saison. En outre, toujours concernant les matches de football, la notification est faite « dans le cadre » (terme utilisé par la loi caméras) du match, c'est-à-dire que l'on vise la surveillance des supporters depuis leur point de départ jusqu'à la dislocation du rassemblement.

La déclaration se fera via le formulaire standard qui sera transmis à tous les services de police. Dans un premier temps, ce formulaire sera complété sur papier et transmis à la CPVP par fax (au numéro 02/213.85.95). Une fois l'application électronique mise en place, les services de police seront informés des nouvelles modalités de transmission.

Proportionaliteitsbeginsel

Dit principe omvat de bovenvermelde subsidiariteits- en doelmatigheidsprincipes, maar betekent eveneens dat men de balans moet maken tussen de noodzaak om camera's te gebruiken tijdens de operatie en het respect voor de persoonlijke levenssfeer van de gefilmde personen. Men moet een proportionaliteitslink nastreven met de beoogde doelstellingen en niet meer filmen dan dat nodig is.

De proportionaliteit moet ook worden gerespecteerd op het niveau van de verwerkte beelden : men moet geen overbodige beelden maken en ook geen plaatsen beogen waarvoor men geen verantwoordelijke voor de verwerking is.

Het is door dit principe te respecteren dat de officier van bestuurlijke politie zal toezien op het doelgerichte gebruik van mobiele bewakingscamera's.

→ Het is ten aanzien van deze verschillende principes dat de officier van bestuurlijke politie (of in voorkomend geval de burgemeester) zal beslissen een beroep te doen op de mobiele camera's en deze zal gebruiken.

3.4. Kennisgeving aan de Commissie voor de Bescherming van de Persoonlijke Levenssfeer

Wanneer de beslissing wordt genomen om mobiele bewakingscamera's te gebruiken, voorziet de wet dat de officier van bestuurlijke politie de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer (hierna CBPL) kennis geeft van deze beslissing. Deze kennisgeving moet plaatsvinden ten laatste op de dag die voorafgaat aan de grote volkstoeloop die aan camerabewaking zal worden onderworpen, behalve in het geval van dringende noodzakelijkheid. In dat geval moet de notificatie binnen de zeven dagen na de grote volkstoeloop gebeuren.

In haar advies van 2 september 2009, raadde de CBPL aan om voor dit type van kennisgeving een standaardformulier te voorzien dat op elektronische wijze zou haar worden overgezonden om te worden verzameld in een niet-openbare databank (in tegenstelling tot de andere aangiften die in het openbaar register, dat wordt bijgehouden door de CBPL, worden gepubliceerd).

De kennisgeving zal de volgende elementen moeten bevatten :

- identificatie van de persoon die de beslissing tot het gebruik van mobiele bewakingscamera's heeft genomen (burgemeester of officier van bestuurlijke politie)
- identificatie van de operationeel verantwoordelijke (dienst en persoon)
- identificatie van de grote volkstoeloop die met camera's wordt bewaakt (lokalisering, plaatscategorie, aard van de volkstoeloop, datum)
- informatie over het gebruik van camera's :
 - het bekijken en opnemen van beelden
 - het bewaren van de beelden
 - motivering voor het gebruik van mobiele camera's
 - beschrijving inzake het doelmatig en efficiënt gebruik en de overeenstemming met de principes van de privacywet.

De operationeel verantwoordelijke is de officier van bestuurlijke politie die beslist over het gebruik van mobiele bewakingscamera's (of, in voorkomend geval, die de beslissing van de burgemeester toepast). Zelfs als een andere officier het in het verlengde van de operatie overneemt, moet enkel de naam van de eerste (zijnde diegene die aan de basis ligt van de beslissing deze camera's te gebruiken) vermeld worden in de kennisgeving.

Om een al te zware administratieve last te vermijden, is de mogelijkheid voorzien om met één kennisgeving meerdere gebruiken van mobiele bewakingscamera's te melden als het gaat om grote volkstoelopen met eenzelfde locatie, aard en benaming waarbij eenzelfde operationeel verantwoordelijke steeds op dezelfde wijze gebruik maakt van mobiele bewakingscamera's. Wordt o.a. beoogd het gebruik van mobiele camera's door de bewijsteams in het kader van voetbalwedstrijden, voor alle thuiswedstrijden in eenzelfde seizoen. Bovendien wordt bij voetbalwedstrijden de kennisgeving gedaan « in het kader » (term gebruikt in de camerawet) van de wedstrijd, dat wil zeggen dat men het observeren van de supporters beoogt vanaf hun plaats van vertrek tot bij de ontbinding van de volkstoeloop.

De aangifte zal gebeuren via het standaardformulier dat zal worden overgezonden naar alle politiediensten. In eerste instantie zal dit formulier op papier worden ingevuld om vervolgens per fax te worden opgestuurd naar de CBPL (op het nummer 02/213.85.95). Eens de elektronische toepassing er is, zullen de politiediensten geïnformeerd worden over de nieuwe overdrachtmodaliteiten.

3.5. Exemption du pictogramme

Lorsque la vidéosurveillance se fait au moyen de caméras fixes (peu importe la personnalité du responsable du traitement), la loi prévoit l'obligation d'apposer un pictogramme à l'entrée du lieu surveillé. La présence de ce pictogramme à l'entrée entraîne le consentement des personnes qui entrent dans ce lieu à être filmées.

Lorsque la vidéosurveillance est réalisée au moyen de caméras mobiles (par les services de police), la loi prévoit que la présence des caméras de manière visible vaut autorisation préalable. Et la loi précise encore que « les caméras de surveillance mobiles montées à bord de véhicules, de navires ou d'aéronefs non banalisés sont réputées être utilisées de manière visible ».

Malgré l'avis du Conseil d'Etat (qui préconisait de supprimer cette fiction, l'utilisation de caméras mobiles étant justifiée par une des causes d'admissibilité prévues par la loi vie privée et ne nécessitant pas de consentement), cette fiction a été maintenue dans la loi. L'article 4 de la loi caméras prévoit en effet que la loi vie privée est applicable sauf dans les cas où la loi caméras contient une disposition contraire expresse. C'est notamment le cas de l'article 8 de la loi caméras qui interdit toute utilisation cachée de caméras. Pour maintenir une certaine cohérence, la loi caméras règle donc cet aspect tant pour les caméras fixes que mobiles.

Par caméras de surveillance mobiles utilisées de manière visible, l'on entend donc celles qui sont montées à bord de véhicules, de navires ou d'aéronefs non banalisés. Cette précision du législateur recouvre déjà la plupart des cas et vise notamment celles dont sont équipées les voitures de police et les hélicoptères. Mais l'on vise également les caméras portées par les policiers eux-mêmes, que ce soit en main (par exemple, les équipes de preuve) ou que leur uniforme en soit équipé. Il ne faut toutefois pas perdre de vue pour ces dernières qu'elles doivent être utilisées de manière visible: les personnes filmées doivent être conscientes que le policier porte une caméra sur lui, vu qu'il n'y a pas de « présomption légale de visibilité » pour ces caméras portatives. Il ne faut pas non plus perdre de vue que ces caméras ne peuvent être utilisées que dans le cadre de grands rassemblements au sens de l'article 22 de la loi sur la fonction de police.

J'espère que les recommandations et précisions apportées par la présente circulaire contribueront à une application correcte de la loi caméras, dans le respect de l'équilibre voulu par le législateur entre le droit de la vie privée et les impératifs de sécurité.

Je vous prie, Madame, Monsieur le Gouverneur, de bien vouloir mentionner au Mémorial administratif la date à laquelle cette circulaire a été publiée au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 10 décembre 2009.

La Ministre de l'Intérieur,
Mme A. TURTELBOOM

3.5. Vrijstelling van het pictogram

Wanneer de camerabewaking door middel van vaste bewakingscamera's gebeurt (ongeacht wie de verantwoordelijke voor de verwerking is), voorziet de wet de verplichting om een pictogram aan te brengen aan de ingang van de bewaakte plaats. De aanwezigheid van dit pictogram aan de ingang veronderstelt de instemming van de personen die deze plaats betreden, om te worden gefilmd.

Wanneer de camerabewaking met mobiele camera's gebeurt (door de politiediensten), voorziet de wet dat de aanwezigheid van de camera's op zichtbare wijze, geldt als voorafgaande toestemming. En de wet preciseert nog dat « Mobiele bewakingscamera's gemonteerd op niet-gebanaliseerde voertuigen, vaartuigen of luchtvaartuigen worden geacht op zichtbare wijze gebruikt te zijn. ».

Ondanks het advies van de Raad van State (die erop aandrong om deze fictie af te schaffen, aangezien het gebruik van mobiele camera's gerechtvaardigd wordt door één van de toelaatbaarheidsuitzonderingen voorzien door de privacywet en waarvoor geen toestemming verleend moet worden), werd deze fictie in de wet behouden. Artikel 4 van de camerawet voorziet immers dat de privacywet van toepassing is behalve in de gevallen waarin de camerawet een uitdrukkelijke andersluidende bepaling bevat. Dat is met name het geval in artikel 8 van de camerawet dat elk verborgen gebruik van camera's verbiedt. Om een zekere samenhang te behouden, regelt de camerawet dit aspect zowel voor de vaste als voor de mobiele camera's.

Onder mobiele bewakingscamera's gebruikt op zichtbare wijze, verstaat men dus de camera's gemonteerd aan boord van niet-gebanaliseerde voertuigen, vaartuigen of luchtvaartuigen. Deze precisering van de wetgever omvat al de meeste gevallen en beoogt met name de camera's waarmee de politievoertuigen en helikopters zijn uitgerust. Maar men beoogt ook de camera's die door de politieagenten zelf gedragen worden, hetzij met de handen (bijvoorbeeld, de bewijsteams), hetzij dat hun uniform ermee is uitgerust. Men moet evenwel niet uit het oog verliezen dat deze op zichtbare wijze moeten worden gebruikt: de gefilmde personen moeten weten dat de politieagent een camera op zich draagt, aangezien er geen « wettelijk vermoeden van zichtbaarheid » is voor deze draagbare camera's. Men mag ook niet uit het oog verliezen dat deze camera's uitsluitend kunnen worden gebruikt in het kader van grote volkstoelopen in de zin van artikel 22 van de wet op het politieambt.

Ik hoop dat de in deze omzendbrief aangebrachte aanbevelingen en verduidelijkingen zullen bijdragen tot een correcte toepassing van de camerawet, met inachtneming van het door de wetgever gewenste evenwicht tussen het recht op privacy en de veiligheidsvoorschriften.

Gelieve, Mevrouw, Mijnheer de Gouverneur, de datum waarop deze omzendbrief in het *Belgisch Staatsblad* wordt gepubliceerd, in het bestuursmemoriaal te willen vermelden.

Brussel, 10 december 2009.

De Minister van Binnenlandse Zaken,
Mevr. A. TURTELBOOM

SERVICE PUBLIC FEDERAL FINANCES

[C – 2009/03451]

Mise en compétition d'emplois dans la classe A3-conseiller auprès des Services centraux des administrations fiscales et des Services généraux du Secrétariat général du SPF Finances

I. Objet

En application de l'article 6bis, § 2 de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat, les emplois suivants sont mis en compétition dans la classe A3-conseiller, à la date du 1^{er} novembre 2009 :

1. un emploi auprès des Services généraux du Secrétariat général auquel est attachée la fonction de Conseiller GRH (classification des fonctions : IPO078), domaine RH : recrutement

2. un emploi auprès des Services généraux du Secrétariat général auquel est attachée la fonction de Conseiller GRH (classification des fonctions : IPO078), domaine RH : accompagnement de la carrière

3. un emploi auprès des Services généraux du Secrétariat général auquel est attachée la fonction de Conseiller achats - Coordinateur (classification des fonctions : ILO004)

4. un emploi auprès des Services centraux de l'Administration de la T.V.A., de l'enregistrement et des domaines, secteur enregistrement et domaines auquel est attachée la fonction de Conseiller GRH - Chef de service (classification des fonctions : IPO077)

FEDERALE OVERHEIDSDIENST FINANCIËN

[C – 2009/03451]

Incompetitiestelling van betrekkingen in de klasse A3-adviseur bij de Centrale Diensten van de fiscale administraties en bij de Algemene Diensten van het Algemeen Secretariaat van de FOD Financiën

I. Onderwerp

Bij toepassing van artikel 6bis, § 2 van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het Statuut van het Rijkspersoneel worden de volgende betrekkingen in competitie gesteld in de klasse A3-adviseur op datum van 1 november 2009 :

1. een betrekking bij de Algemene Diensten van het Algemeen Secretariaat waaraan de functie van Adviseur HRM (functieclassificatie : IPO078) is verbonden, HR-domein : rekrutering

2. een betrekking bij de Algemene Diensten van het Algemeen Secretariaat waaraan de functie van Adviseur HRM (functieclassificatie : IPO078) is verbonden, HR-domein : loopbaanbegeleiding

3. een betrekking bij de Algemene Diensten van het Algemeen Secretariaat waaraan de functie van Adviseur aankopen - Coördinator (functieclassificatie : ILO004) is verbonden

4. een betrekking bij de Centrale Diensten van de Administratie van de BTW, registratie en domeinen, sector registratie en domeinen waaraan de functie van Adviseur HRM - diensthoofd (functieclassificatie : IPO077) is verbonden